

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/C/N/55

25 avril 1997

(97-1776)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION CONJOINTE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET DE LEURS ETATS MEMBRES ET DE LA BULGARIE

Notification au titre de l'article V:7 a) de l'Accord général sur le commerce des services

Les délégations des Communautés européennes et de leurs Etats membres, ainsi que de la Bulgarie ont fait parvenir au Secrétariat la communication conjointe ci-après. Celle-ci constitue la notification de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et la Bulgarie.

1. Membres adressant la notification:

Les Communautés européennes et leurs Etats membres et la République de Bulgarie

2. Notification au titre de l'article:

Article V, paragraphe 7 a)

3. Date d'entrée en vigueur:

1er février 1995

Durée:

Indéterminée

4. Organismes responsables de l'application de la mesure:

Conseil d'association, autorités législatives, réglementaires et judiciaires des parties

5. Description de la mesure:

a) Dispositions de l'Accord européen qui sont à prendre en compte dans le contexte de l'AGCS:

- Article premier: "Objectifs".
- Article 7: "Principes généraux".
- Titre IV: chapitre premier: "Circulation des travailleurs", chapitre II: "Etablissement", chapitre III: "Prestation de services entre la Communauté et la Bulgarie" et chapitre IV: "Dispositions générales".

- Titre V: chapitre premier: "Paievements courants et circulation des capitaux", chapitre II: "Concurrence et autres dispositions économiques" et chapitre III: "Rapprochement des législations".
 - Titre VI: "Coopération économique", voir en particulier les articles 72 et 73 relatifs à la coopération industrielle, l'article 74 relatif à la promotion et à la protection des investissements, l'article 77 relatif à l'éducation et à la formation, l'article 82 relatif aux transports, l'article 83 relatif aux télécommunications et aux services postaux, l'article 84 relatif aux services bancaires, d' assurances et aux autres services financiers, l'article 89 relatif à la coopération en matière sociale, l'article 90 relatif au tourisme, l'article 91 relatif aux petites et moyennes entreprises et l'article 92 relatif à l'information et au secteur audiovisuel.
 - Titre IX: "Dispositions institutionnelles, générales et finales".
- b) L' Accord européen constitue un accord libéralisant le commerce des services entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, au sens du paragraphe 1 de l'article V, étant donné que:
- il a une couverture sectorielle universelle qui englobe toutes les activités de services, avec quelques réserves: couverture graduelle pour certaines activités de services (voir l'article 45, paragraphe 2 i)), exemption temporaire prévue à l'article 52 (établissement pour des services de transport aérien, de navigation intérieure et de cabotage maritime) et exception prévue à l'article 54. Ces exceptions sont pleinement compatibles avec les exceptions prévues par l' AGCS, et notamment avec l' Annexe sur le transport aérien et avec les articles I:3 b), XIV et XIV*bis*;
 - il prévoit la libéralisation du commerce selon tous les modes de fourniture, à savoir "prestation de services transfrontières", "consommation à l'étranger" et "présence commerciale" (avec ou sans mouvement de personnes physiques), ainsi que "présence de personnes physiques" (voir notamment les articles 38, 42, 43, 45, 49, 53, 56, 57 et 60);
 - il prévoit l'absence ou l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination, par l'élimination des mesures discriminatoires existantes et l'interdiction de nouvelles mesures discriminatoires ou de mesures plus discriminatoires (voir notamment les articles 38, 45, 46, 56, 57, 63, 114 et 116);
 - le calendrier pour l'élimination progressive des mesures discriminatoires existantes est raisonnable: une période de transition d'une durée maximale de dix ans est prévue (voir les articles 7 et 45);
 - le degré de libéralisation du commerce des services entre la Communauté et ses Etats membres, d'une part, et la Bulgarie d'autre part, est supérieur à ce qu'exigent les prescriptions et disciplines de l' AGCS à bien des égards. Pour garantir le plein traitement national, des disciplines et des moyens de libéralisation additionnels sont envisagés, par exemple dans les domaines suivants: reconnaissance mutuelle et rapprochement des législations, comportement des monopoles et des fournisseurs de services exclusifs, pratiques commerciales restrictives, paiements, transferts et libre circulation des capitaux.

- c) Conformément au paragraphe 2 de l'article V de l'AGCS, une attention spéciale devrait aussi être accordée au rapport entre cet accord et le processus plus large d'intégration économique entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, processus prévu par l'Accord européen. L'intégration économique ne se fait donc pas uniquement dans le domaine des services mais également en ce qui concerne le commerce des marchandises et les relations économiques en général. De plus, l'objectif final de la Bulgarie est de devenir membre de la Communauté européenne.

6. Membres spécifiquement affectés, le cas échéant:

Aucun.

7. Le texte peut être obtenu auprès:

- du Secrétariat de l'OMC,
- de la Commission européenne,
- de la Bulgarie.